

L'énergie

Aujourd'hui, nous connaissons une pénurie et le pétrole est devenu un ballon politique. Nous avons assisté à la formation d'une organisation des pays producteurs de pétrole, baptisée l'OPEP, qui essaie d'obtenir justice pour ses membres. Le pétrole appartient aux peuples de l'Algérie, du Nigeria et des divers pays du golfe Persique. Nous leur avons volé ce pétrole en le leur payant de très bas prix pendant 50 ans. L'OPEP est maintenant résolue à obtenir de meilleurs prix.

Lorsque nous comparons les pénuries que connaissent le Japon, l'Europe et les États-Unis et les surplus du Canada, nous pouvons voir quelles possibilités s'offrent à nous. Si l'on considère les 500 milliards de barils de pétrole, les 700 milliards de pieds cubes de gaz, les 100 milliards de tonnes de charbon, le million de tonnes d'uranium, les possibilités hydro-électriques, le potentiel des marées de la baie de Fundy, la rivière Churchill, le charbon de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et des Maritimes, nous avons suffisamment de sources d'énergie non renouvelables pour subvenir à nos besoins pendant au moins 500 ans. Il n'existe pas de pénurie. Nous avons de l'énergie hydro-électrique à laquelle vient s'ajouter en période de pointe de l'énergie thermique à très bas prix.

Entendons-nous souvent parler ici de nos sources d'énergie renouvelables? D'ici l'an 2000, les États-Unis exploiteront la fusion nucléaire à pleine capacité. Entendons-nous parler des recherches faites sur le cycle de l'hydrogène? Entendons-nous parler de l'hydrodynamique magnétique? Le Manitoba envoie du césium jusqu'en Russie car les Russes se livrent à certaines expériences d'hydrodynamique magnétique, mais jamais on entend parler ici de cette forme d'énergie renouvelable. Nous avons tous entendu parler d'énergie solaire, d'énergie marémotrice ou d'énergie géothermique. Nous avons tous entendu parler de l'énergie du vent.

Une voix: Ce n'est pas ça qui manque.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'ai même parlé à la Chambre de la «biomasse». Si on plantait dans les États d'Alabama et de Georgie des pins qui atteindraient leur maturité en 20 ans, le gouvernement américain pourrait tirer de ces arbres toute l'énergie dont il a besoin. On fera pousser l'énergie de l'avenir sur une base renouvelable dans les entreprises agricoles de l'Amérique du Nord et des autres pays. Rien n'a encore été fait. Pour les agriculteurs, cela relève des spécialistes de l'énergie et pour ceux qui s'occupent d'énergie, il s'agit d'agriculture. Les spécialistes de l'environnement, qui devraient être responsables, disent qu'ils n'en sont pas encore là. Tous ces commentaires pour en arriver à ceci: il n'y a pas actuellement pénurie de ressources énergétiques au Canada et il n'y en aura pas à l'avenir. Pourtant, il n'existe pas de politique nationale. Rien du tout.

Le ministre a parlé brièvement des transports. Où est le programme d'aménagement d'un réseau national d'électricité qui a été mis au point entre 1958 et 1963 et qui a été oublié quelque part dans son ministère? Où sont toutes les connaissances que le Conseil national de recherches a accumulées en collaboration avec l'Hydro-Québec? Dans le domaine de la transmission de courant électrique à grande distance, ils ont poussé leurs recherches plus loin que n'importe quel autre pays du monde; oui, nous étions au courant des possibilités de transmission du courant continu il y a déjà 15 ans. Mais ils ont analysé la perte coronaire de même que la perte linéaire. On n'en parle pas ici. Je pense aux habitants du Yukon, à ceux de la région du bassin de Fundy, à ceux de la Colombie-Britannique,

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

du Manitoba et du Québec. S'ils parviennent à produire de l'énergie, où peuvent-ils la vendre? Ils n'ont qu'un seul marché possible, celui du Sud des États-Unis. C'est en faveur d'un gouvernement qui ne profite pas d'une occasion que le NPD exprime une voix affirmative.

Les débats au sujet des prix ont été nombreux. Pourquoi? Parce que ni le ministre ni quelqu'un d'autre de son ministère pensent à demander moins cher pour l'énergie au Canada tout en attribuant des fonds suffisants à ceux qui font de l'exploration pour leur permettre de continuer à faire fonctionner le système. Parce que les députés de l'autre côté ne savent que faire, on continue de nous harceler: Dites-nous quelle est votre politique. A mon avis, nos antécédents prouvent bien que nous avons toujours su que faire et les nombreuses années que nous y avons consacrées sont assez convaincantes: Les gens comprendront que le seul parti capable de mettre au point une politique énergétique satisfaisante ou une politique des ressources nationales est le parti qui siège maintenant en tant que loyale opposition de Sa Majesté.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Nous avons suffisamment de ressources énergétiques chez nous pour procéder au traitement sans subvention. L'avantage comparatif, l'occasion que nous attendons depuis tant d'années est à notre porte. Bien sûr, il devra y avoir des négociations. Comme je l'ai rappelé aux députés, le Japon, l'Europe et les États-Unis font face à une pénurie d'énergie. Mais compte tenu de tout ce qui joue en notre faveur, les Canadiens pourraient certainement bénéficier de la présence au pouvoir d'un groupe d'hommes qui sauraient négocier en protégeant les intérêts du pays plutôt que de réagir aux événements au jour le jour.

Nous croyons également que le Canada devrait appartenir aux Canadiens. Mais voici la différence nous voulons qu'il appartienne aux Canadiens en tant qu'individus et éviter de l'engager sur la voie fatale qu'a empruntée la Russie, la Chine et d'autres pays, qui sont maintenant forcés d'avoir recours à notre technologie parce que leur régime socialiste ne leur permet pas de faire face aux efforts de milliers de gens qui essaient tous d'améliorer leur rendement.

Enfin, monsieur l'Orateur, maintenant qu'il est question de crédibilité, je veux parler des incidences de la clause de force majeure à l'égard des contrats de pétrole. Quand le ministre s'est levé à la Chambre pour la première fois pour annoncer aux Canadiens qu'ils devaient s'attendre à une pénurie de 200,000 barils par jour, mon commentaire a été très simple. J'ai dit que c'était une révélation aberrante et que le ministre devait être prêt à répondre à nos questions à cet égard. Et, quand le chef de l'opposition (M. Stanfield) et d'autres députés ont posé ces questions, le ministre a répondu qu'une clause de force majeure était insérée dans les contrats signés avec les sociétés. Autrement dit, les contrats prévoient des circonstances fortuites mais non les fantaisies des sociétés internationales étrangères.

Quand le comité a interrogé le ministre à ce sujet, il a répondu que c'était une situation qu'on ne pouvait pas modifier. Quand je lui ai demandé de se lever et de faire une déclaration unilatérale au nom du Canada portant que nous tiendrions toute filiale canadienne responsable de mesures prises pas sa société-mère étrangère advenant un cas de force majeure, il a tout simplement répondu que nous ne devions pas intervenir dans l'entreprise privée. Eh bien, le NPD appuie ce genre de chose. J'ai lutté toute ma vie pour que les Canadiens aient un contrôle souverain sur